

2020 numéro 48
2 octobre 2020

FiscAlerte – Canada

Obligation pour les RPR de demander certains renseignements aux investisseurs avant le 15 octobre 2020

Nos bulletins *FiscAlerte* traitent des nouvelles, événements et changements législatifs de nature fiscale touchant les entreprises canadiennes. Ils présentent des analyses techniques sommaires vous permettant de rester bien au fait de l'actualité fiscale. Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec votre conseiller EY ou EY Cabinet d'avocats.

Un régime de placement par répartition (« RPR ») qui est une institution financière désignée particulière (« IFDP ») est tenu de demander par écrit certains renseignements à ses investisseurs avant le 15 octobre 2020. Les renseignements fournis par les investisseurs servent à calculer le pourcentage d'attribution provincial du RPR, ainsi que le montant net à payer / le remboursement de la taxe sur les produits et services / taxe de vente harmonisée (la « TPS/TVH ») / taxe de vente du Québec (la « TVQ »). Si un RPR ne demande pas ces renseignements avant le 15 octobre 2020, certains investisseurs pourraient être réputés résider dans la province ayant le taux de taxe le plus élevé (c.-à-d., 15 %) et, par conséquent, le RPR pourrait avoir des montants de taxe à payer plus élevés ou des remboursements moins élevés.

Contexte

Les règles de la TPS/TVH sur le lieu de fourniture font en sorte que les vendeurs de RPR facturent généralement la TPS/TVH en fonction du lieu de consommation (comme l'adresse du fiduciaire pour une fiducie de fonds commun de placement). En l'absence de règles spéciales, un RPR pourrait avoir avantage à situer les adresses de ses parties contractantes dans des provinces où le taux de TPS/TVH est plus faible, comme en Alberta où le taux de TPS/TVH est de 5 %, plutôt que dans des provinces où le taux de TPS/TVH est plus élevé, comme en Ontario où la TPS/TVH s'applique à un taux de 13 %. Pour uniformiser les règles du jeu, les RPR qui sont des IFDP doivent effectuer un calcul spécial afin de déterminer leur taux effectif de TPS/TVH en fonction de certains renseignements des investisseurs, dont le lieu de résidence des investisseurs. Les RPR sont donc tenus, en vertu du *Règlement sur la méthode d'attribution applicable aux institutions financières désignées particulières (TPS/TVH)* (le « Règlement »), d'obtenir ces renseignements de la part de leurs investisseurs afin de calculer correctement la TPS/TVH/TVQ à payer.

Si un RPR n'a pas demandé les renseignements requis à ses investisseurs avant le 15 octobre 2020 et ne dispose pas de ces renseignements avant le 31 décembre 2020, il pourrait avoir à considérer une partie ou la totalité de ses investisseurs comme des résidents de la province ayant le taux de taxe le plus élevé. Cette situation pourrait entraîner d'autres coûts liés à la TPS/TVH/TVQ pour le RPR. Par conséquent, les RPR devraient envoyer les demandes de renseignements à leurs investisseurs avant le 15 octobre 2020. Les investisseurs sont tenus de répondre dans les 45 jours suivant la réception de la demande. Conformément aux paragraphes 52(12) et 52(13) du Règlement, un investisseur qui omet de répondre est passible d'une pénalité égale au moins élevé des montants suivants :

- ▶ 10 000 \$; ou
- ▶ 0,01 % de la valeur totale des unités que l'investisseur détient dans le RPR.

Les renseignements requis dépendent du type d'investisseur et de la valeur des avoirs. En règle générale, un RPR doit demander des renseignements aux investisseurs suivants :

Type d'investisseur	Renseignements requis
Investisseur désigné	Adresse de l'investisseur permettant d'établir sa province de résidence et nombre d'unités détenues dans chaque série au 30 septembre 2020
Investisseur admissible	<ul style="list-style-type: none"> i) Pourcentage de l'investisseur et nombre d'unités détenues dans chaque série au 30 septembre 2020 ii) Avis selon lequel l'investisseur est un « investisseur admissible »
Courtier en valeurs mobilières	<ul style="list-style-type: none"> i) Nombre d'unités détenues par l'investisseur dans chaque série au 30 septembre 2020 ii) Nombre d'unités détenues par les investisseurs résidant dans les provinces participantes au 30 septembre 2020
Investisseur institutionnel ayant investi 10 000 000 \$ ou plus dans une série ou des unités données	Pourcentage de l'investisseur et nombre d'unités détenues dans chaque série au 30 septembre 2020
Régime de placement par répartition	Pourcentage de l'investisseur et nombre d'unités détenues dans chaque série au 30 septembre 2020

Types d'investisseurs

Investisseur désigné

En vertu du paragraphe 52(1) du Règlement, un *investisseur désigné* s'entend, en règle générale, d'une personne qui :

- i) réside au Canada;
- ii) détient des unités d'une valeur totale de moins de 10 000 000 \$;

- iii) n'est pas un particulier;
- iv) n'est pas un RPR.

Ce type d'investisseur comprend certains régimes de pension, personnes morales, fiducies et sociétés de personnes. Si un RPR envoie une demande écrite à un investisseur désigné, celui-ci est tenu de communiquer les renseignements suivants :

- ▶ L'adresse permettant d'établir sa province de résidence au 30 septembre 2020
- ▶ Le nombre d'unités qu'il détient au 30 septembre 2020

Investisseur admissible

En vertu du paragraphe 52(1) du Règlement, un *investisseur admissible* s'entend d'une personne qui est un régime de placement qui :

- i) détient des unités d'une valeur totale d'au moins 10 000 000 \$;
- ii) n'est pas un RPR (comme une fiducie de fonds commun de placement, une société en commandite de placement ou une société de placement);
- iii) n'est pas un « petit régime de placement admissible » au sens du paragraphe 7(2) du Règlement (c.-à-d., en règle générale, un régime de placement qui paie moins de 10 000 \$ par exercice au titre de la composante fédérale de la TPS/TVH au taux de 5 %);
- iv) satisfait à l'une des conditions suivantes :
 - a. est une IFDP,
 - b. est membre d'un groupe affilié dont les membres détiennent ensemble des unités d'une valeur totale d'au moins 10 000 000 \$, ou
 - c. est membre d'un groupe affilié dont les membres comptent au moins une personne qui est une IFDP.

Ce type d'investisseur comprend généralement les régimes de pension qui sont des IFDP. Un RPR n'est pas tenu d'envoyer une demande de renseignements aux investisseurs admissibles; toutefois, conformément aux paragraphes 52(9) et 52(10) du Règlement, ces investisseurs doivent communiquer volontairement les renseignements requis avant le 15 novembre 2020. Étant donné que les investisseurs admissibles ne sont peut-être pas au courant de leurs obligations de communiquer volontairement ces renseignements, le RPR devrait envoyer une demande de renseignements aux investisseurs admissibles afin d'obtenir les renseignements suivants pour chaque investisseur : i) le « pourcentage de l'investisseur » qui lui est applicable et le nombre d'unités de chaque série qu'il détient au 30 septembre 2020; et ii) la confirmation selon laquelle il est un « investisseur admissible ».

Courtier en valeurs mobilières

Un courtier en valeurs mobilières qui vend ou distribue des unités d'un RPR doit communiquer des renseignements sur les unités détenues par les investisseurs et sur le lieu de résidence des investisseurs dans les provinces participantes au 30 septembre 2020.

Investisseurs institutionnels ayant investi 10 000 000 \$ ou plus dans une série ou des unités données

Ce type d'investisseur est, en règle générale, limité aux investisseurs qui i) détiennent 10 000 000 \$ ou plus dans une série donnée, et ii) qui ne sont pas des particuliers, des investisseurs désignés ou des RPR. Les investisseurs institutionnels comprennent les personnes morales, banques, compagnies d'assurance et sociétés de prêt. Un RPR qui compte des investisseurs institutionnels parmi ses détenteurs d'unités doit obtenir le pourcentage de l'investisseur qui leur est applicable et le nombre d'unités qu'ils détiennent au 30 septembre 2020.

Régimes de placement par répartition

Selon le paragraphe 1(1) du Règlement, un *régime de placement par répartition* comprend, en règle générale, une fiducie de fonds commun de placement, une société de placement à capital variable, un fonds réservé d'assureur, une fiducie d'investissement à participation unitaire et une société en commandite de placement. Quelle que soit la valeur des placements détenus par les investisseurs des RPR, les RPR devraient obtenir les renseignements suivants de la part de chaque investisseur : i) le pourcentage de l'investisseur qui lui est applicable au 30 septembre 2020; et ii) le nombre d'unités qu'il détient au 30 septembre 2020.

Pour en savoir davantage

Pour en savoir davantage, veuillez communiquer avec votre conseiller EY ou EY Cabinet d'avocats ou avec l'un des professionnels suivants :

Est

Jean-Hugues Chabot

+1 514 874 4345 | jean-hugues.chabot@ca.ey.com

Jadys Bourdelais

+1 514 879 6380 | jadys.bourdelais@ca.ey.com

Ouest

David D. Robertson

+1 403 206 5474 | david.d.robertson@ca.ey.com

Centre

Jan Pedder

+1 416 943 3509 | jan.s.pedder@ca.ey.com

Sania Ilahi

+1 416 941 1832 | sania.ilahi@ca.ey.com

Tariq Nasir

+1 416 932 6143 | tariq.nasir@ca.ey.com

À propos d'EY

EY est un chef de file mondial des services de certification, de fiscalité, de stratégie et transactions et de consultation. Les points de vue et les services de qualité que nous offrons contribuent à renforcer la confiance à l'égard des marchés financiers et des diverses économies du monde. Nous formons des leaders exceptionnels, qui unissent leurs forces pour assurer le respect de nos engagements envers toutes nos parties prenantes. Ce faisant, nous jouons un rôle crucial en travaillant ensemble à bâtir un monde meilleur pour nos gens, nos clients et nos collectivités.

EY désigne l'organisation mondiale des sociétés membres d'Ernst & Young Global Limited, lesquelles sont toutes des entités juridiques distinctes, et peut désigner une ou plusieurs de ces sociétés membres. Ernst & Young Global Limited, société à responsabilité limitée par garanties du Royaume-Uni, ne fournit aucun service aux clients. Des renseignements sur la façon dont EY collecte et utilise les données à caractère personnel ainsi qu'une description des droits individuels conférés par la réglementation en matière de protection des données sont disponibles sur le site ey.com/fr_ca/privacy-statement. Pour en savoir davantage sur notre organisation, visitez le site ey.com.

À propos des Services de fiscalité d'EY

Les professionnels de la fiscalité d'EY à l'échelle du Canada vous offrent des connaissances techniques fondamentales, tant sur le plan national qu'international, alliées à une expérience sectorielle, commerciale et pratique. Notre éventail de services axés sur la réalisation d'économies d'impôts est soutenu par des connaissances sectorielles approfondies. Nos gens de talent, nos méthodes convergentes et notre engagement indéfectible envers un service de qualité vous aident à établir des assises solides en matière d'observation et de déclarations fiscales ainsi que des stratégies fiscales viables pour favoriser la réalisation du potentiel de votre entreprise. Voilà comment EY se distingue.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site ey.com/ca/fiscalite.

À propos d'EY Cabinet d'avocats

EY Cabinet d'avocats s.r.l./S.E.N.C.R.L. est un cabinet d'avocats national, affilié à EY au Canada, spécialisé en droit fiscal, en immigration à des fins d'affaires et en droit des affaires.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site eylaw.ca/lw/fr.

À propos des Services en droit fiscal d'EY Cabinet d'avocats

EY Cabinet d'avocats compte l'une des plus grandes équipes spécialisées en matière de planification et de contestation fiscales du pays. Le cabinet a de l'expérience dans tous les domaines de la fiscalité, dont la fiscalité des sociétés, le capital humain, la fiscalité internationale, la fiscalité transactionnelle, les taxes de vente, les douanes et l'accise.

Pour plus d'information, veuillez consulter le site eylaw.ca/taxlaw.

© 2020 Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L. Tous droits réservés.

Société membre d'Ernst & Young Global Limited.

La présente publication ne fournit que des renseignements sommaires, à jour à la date de publication seulement et à des fins d'information générale uniquement. Elle ne doit pas être considérée comme exhaustive et ne peut remplacer des conseils professionnels. Avant d'agir relativement aux questions abordées, communiquez avec EY ou un autre conseiller professionnel pour en discuter dans le cadre de votre situation personnelle. Nous déclinons toute responsabilité à l'égard des pertes ou dommages subis à la suite de l'utilisation des renseignements contenus dans la présente publication.